



## Front Syndical de Classe

Site : [www.frontsyndical-classe.org](http://www.frontsyndical-classe.org) - Courriel : [frontsyndical.classe@laposte.net](mailto:frontsyndical.classe@laposte.net)

« Rien ne fait plus de mal aux travailleurs que la collaboration de classes. Elle les désarme dans la défense de leurs intérêts et provoque la division. La lutte de classes, au contraire, est la base de l'unité, son motif le plus puissant. C'est pour la mener avec succès en rassemblant l'ensemble des travailleurs que fut fondée la CGT. Or la lutte de classes n'est pas une invention, c'est un fait. Il ne suffit pas de la nier pour qu'elle cesse : renoncer à la mener équivaut pour la classe ouvrière à se livrer pieds et poings liés à l'exploitation et à l'écrasement. » H. Krazucki

# 49<sup>ème</sup> congrès CGT :

## poursuivre dans l'accompagnement du système OU

### innover vraiment ET renouer avec les traditions de lutte de la CGT ?

A entendre et à lire les dirigeants confédéraux au cours de ces dernières années les modifications opérées (réformes financières et de structure, alliances syndicales au plan national, intégration dans la CES européenne, conception et conduite des luttes ...) ne visent qu'à adapter l'organisation aux conditions nouvelles de la lutte dans la continuité des combats séculaires de la CGT.

Nous affirmons qu'il s'agit de tout autre chose : d'une véritable rupture avec ce qui a construit de manière originale dans l'espace syndical français le syndicalisme de masse et de classe dont la CGT a été la référence essentielle.

C'est-à-dire un syndicalisme privilégiant l'action et le rapport de forces face à l'adversaire de classe et au pouvoir politique à sa dévotion .

D'ailleurs, des 1895 la CGT analyse la société capitaliste et en tire la conclusion : les intérêts des exploités et des exploités sont inconciliables. A partir de ce constat elle définit l'axe de sa stratégie : suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme et socialisation des moyens de production et d'échange.

Dans leur combat quotidien les salariés n'ont d'autres choix que d'aller à la négociation avec un rapport de force issue de l'action.

Le soi-disant dialogue social n'a pour objectif et pour résultat que d'empêtrer les salariés et leurs organisations dans des compromis défavorables (des compromissions ?

Particulièrement en période de crise ce dialogue entre « partenaires sociaux » est le moyen privilégié

des dominants pour faire accepter « en douceur » leur politique et leurs réformes au détriment de la classe ouvrière, des salariés, de la jeunesse et de la population d'une manière plus générale.

En un mot de faire payer la crise à ceux qui n'en sont pas responsables !

Nous entendons donc faire la démonstration de cette rupture sans polémique inutile mais sans taire les désaccords de fonds parce que plus que jamais la situation exige l'intervention lucide des travailleurs et plus particulièrement des militants de la CGT.

Le présent texte ne constitue donc pas une réponse détaillée aux thèses avancées par le document préparatoire principal au 49<sup>e</sup> congrès de la CGT. L'analyse sera centrée sur les questions qui architecturent les lignes essentielles de l'orientation confédérale telles que par ailleurs elles s'expriment dans les interventions des principaux dirigeants. Orientations confirmées par la pratique et la conduite des luttes de ces dernières années et de ces derniers mois.

Et dont tout le reste (rapport à l'unité, intégration à la CES, conduite des luttes, positionnement dans le mouvement social, réforme des structures syndicales...) découle.

Allons donc à l'essentiel !

## ***La question de la faiblesse du taux de syndicalisation :***

Cette question est évoquée de manière récurrente. Avec 8% de taux de syndicalisation les syndicats français ne pourraient prétendre à une réelle représentativité et à l'établissement d'un rapport des forces favorable aux travailleurs.

Nous ne contesterons pas la nécessité d'un beaucoup plus grand nombre de syndiqués et d'implantations syndicales nettement plus nombreuses.

Mais on remarquera que cette attitude défensive de la direction confédérale constitue l'exact pendant du positionnement patronal (le MEDEF) et du pouvoir qui tous deux appellent de leurs vœux à la constitution d'un syndicalisme fort et rassemblé ... pour peu bien sûr -mais ils ne le clament pas trop haut- que les « partenaires sociaux » se comportent de manière raisonnable.

C'est-à-dire, avec l'éclatement d'une crise capitaliste sans précédent depuis des décennies n'engagent pas des luttes résolues qui s'en prennent aux causes mêmes de la crise et remettent donc en cause le fonctionnement du système !

Et d'ailleurs le caractère manipulateur et idéologique en vue de contester la représentativité syndicale éclate lorsqu'on compare avec ce qui se passe dans la sphère politique.

Ainsi, nos grands médias contestent-ils la représentativité des partis politiques qui regroupent toutes forces confondues à peine 2 à 3% des citoyens ?

Décidément, la volonté de renforcer l'organisation, d'augmenter de manière significative le nombre d'adhérents est pleinement justifiée !

A l'inverse, évoquer l'argument de l'actuelle faiblesse du taux de syndicalisation pour justifier la stratégie des luttes employée au premier semestre 2009 masque mal un renoncement à s'engager dans un affrontement direct avec le pouvoir et la poursuite de ses réformes et à travailler à la convergence des luttes (public/privé, salariés/petits producteurs, salariés/jeunesse, salariés:étudiants ...).

Les millions de salariés dans la rue soutenus par 75 % de la population ne se lamentaient pas sur la faiblesse du taux de syndicalisation mais voulaient bien combattre tous ensemble la régression sociale sans limite. D'ailleurs le faible nombre de syndiqués ne peut-il pas s'expliquer, outre la répression patronale, par l'absence de perspectives qu'offrent les directions syndicales aux travailleurs ?

En quelque sorte il faudrait attendre d'être beaucoup plus nombreux à être organisés pour véritablement établir un rapport de force favorable !

En fait cet argument sert de paravent aux renoncements immédiats et à une entreprise de recomposition et de recentrage syndical sous la bienveillante attention du pouvoir !

*Lors du bureau national de la CFDT du 18 juin, Marcel Grignard, secrétaire général adjoint, a dressé ce sombre constat : « Le syndicalisme ne va pas bien. Il est engagé dans une course de vitesse pour s'adapter à une société dont les changements rapides et profonds menacent son existence ». La direction de la CFDT en conclut qu'il faut construire une « relation structurée » avec « des organisations pouvant s'identifier à un pôle réformiste ». Personne ne peut dire aujourd'hui de quoi demain sera fait, mais une évolution du paysage est devenue inéluctable.*

## ***La question de l'autonomie du mouvement syndical par rapport au politique et aux partis politiques :***

C'est un vieux débat.

Personne de sérieux n'en conteste le bien-fondé.

Les organisations syndicales regroupent les travailleurs indépendamment de leur appartenance ethnique, religieuse, politique ... et cette vocation dresse les limites acceptées de l'intervention syndicale dans le champ politique.

Admettons que dans le passé cette limite n'est pas toujours été respectée!

Pour autant, à présent cela devrait-il conduire à un désengagement des enjeux qui concernent directement les travailleurs comme on a pu le constater avec l'attitude d'un Bernard Thibault œuvrant pour que la CGT n'appelle pas à voter « NON » au référendum sur le traité constitutionnel en 2005 ?

Alors même que le contenu du traité constituait une menace pour les intérêts des salariés exposés brutalement à un dumping social institutionnalisé !

Le même recul présidant à l'attitude devant les luttes qui se sont développées par exemple en Guadeloupe vis à vis d'un LKP regroupant syndicats, mouvements associatifs, partis politiques, individualités sur une plate-forme revendicative

prenant en compte les exigences sociales et de justice de la majorité de la population de l'île.

En quoi ce rassemblement est-il spécifique de la Guadeloupe ?

En quoi les organisations qui ont participé à ces luttes ont-elles dérogé au principe de l'indépendance syndicale ?

**Elie Domota interview à l'Humanité du 18 septembre 2009**

*« Tout ce que je peux souhaiter, c'est que les travailleurs français et leurs organisations puissent se mettre ensemble pour lutter ensemble, dans un mouvement qui aille au-delà d'une journée. Le gouvernement et les capitalistes ne craignent pas les journées de mobilisation sans suite. Pour les obliger à négocier, **pour instaurer un véritable rapport de force, propre à les faire plier, il faut aller vers des grèves reconductibles.** »*

En quoi rechercher l'unité la plus large sur des objectifs conformes aux intérêts des travailleurs en matière de salaire, d'emploi ... n'est-il pas conforme à la vocation syndicale ?

Comme si en face on avait pas à faire à une puissante coalition qui regroupe le pouvoir d'état, les puissances économiques et financières, le pouvoir médiatique entièrement coalisés pour faire prévaloir leurs intérêts de classe !

Et ce refus et le fait de privilégier des accords syndicaux de sommet avec les dirigeants syndicaux comme François Chérèque dont nul n'ignore les trahisons, ne relève-t-il pas d'une stratégie recentrée et d'accompagnement tournant le dos aux véritables intérêts des travailleurs ?

D'ailleurs la forme de rassemblement qui s'est opérée à l'occasion de la votation citoyenne contre la privatisation de la poste est précisément du même type que celle refusée s'agissant des luttes sociales. Montrant donc que l'évocation de l'autonomie syndicale - à géométrie variable- constitue bien un prétexte.

**interview à l'Huma du 12 mars 2009**

Notamment en Guadeloupe, il y a eu ce mouvement unitaire conduit par les syndicats mais auquel ont participé les associations et des partis politiques. Seriez-vous favorable à un rassemblement de ce type ?

**Bernard Thibault.** *Gardons-nous de transposer par principe. Mais il faut des relations, de nature sans doute différente, avec les partis. On a parfois tendance à demander à une mobilisation de caractère social, syndical, de porter des projets qui dépassent le champ de ce pour quoi est fait un syndicat. Nous pensons utile d'échanger avec les organisations politiques qui le souhaitent pour croiser nos analyses et alimenter la réflexion de chacun, **mais notre vocation n'est pas de travailler à des formes de coalitions plus structurées, on n'en éprouve pas le besoin aujourd'hui.***

*Gilbert Rodriguez, CGT 92, pour le FSC*

A suivre :

- l'intégration de la CGT dans la CES
- l'unité syndicale au sommet
- la modification des structures de la CGT